



Palestine 45

France-Palestine Solidarité

Section du LOIRET de l'AFPS Maison des Associations

46 ter rue Ste Catherine 45000 Orléans

mail : palestine.45@wanadoo.fr site : www.palestine45.org

La Lettre aux Adhérents N° 53

- 15 Septembre 2008 -



► **Dimanche 20 septembre**

A partir de 12h00

Fête du « Vin doux »

Aux bords de Loire à La Chapelle St Mesmin

**Présence de Palestine 45 avec un stand
de solidarité avec le peuple palestinien.**

Huile, Savon, Poteries, Broderies, Librairie

Mobilisez-vous ! Passez nous voir !

► **Dimanche 05 octobre**

Marché du Monde

Salle Pellicer à La Source

Présence de Palestine 45

avec un stand de Solidarité avec le Peuple Palestinien

Huile, Savon, Poteries, Broderies, Librairie et . . .Baklawas

**Forum des droits humains sur la laïcité
Michel WARSHAVSKI et Nabil El HAGGAR**

Invités par Palestine 45, fin Novembre

Sur le thème :

Religion et laïcité en Palestine et Israël

Semaine Pour la Palestine

du 01 au 06 décembre

Maison des Associations

***Exposition permanente sur l'eau et soirée en hommage au grand poète
palestinien Mahmoud DARWICH***

Gaza connaît la plus grave crise humanitaire de son histoire.

La situation économique palestinienne se dégrade inexorablement année après année, et la bande de Gaza connaît la plus grande crise humanitaire de son histoire, selon un rapport annuel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publié lundi 8 septembre. Certes, la reprise de l'aide internationale en 2007 a permis à l'économie de ne pas sombrer (taux de croissance nul), après une chute de 5 % en 2006. Mais elle se serait rétractée pour la deuxième année consécutive si les restrictions des donateurs n'avaient pas été progressivement levées, relève la Cnuced.

Malgré ce répit, la situation demeure extrêmement précaire et ne cesse de se dégrader en raison, notamment, des restrictions de mouvement imposées par Israël. Le PIB par habitant représente aujourd'hui 60 % de son niveau de 1999, le taux de chômage étant passé de 21 % à 29 % sur la même période. La part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 57 % en 2006, contre 52 % en 2005. *"La population ne peut plus respirer, le pays est en état de siège"*, s'inquiète le responsable de l'assistance aux Palestiniens de la Cnuced, Mahmoud Elkhafif. Un exemple illustre les effets dévastateurs du blocage : l'acheminement d'un conteneur entre Shanghai et un port israélien coûte moins cher qu'entre ce même port et la ville de Ramallah (Cisjordanie), à 120 kilomètres à peine.

66 % DES GAZAOUIS DANS L'INDIGENCE ABSOLUE

La situation dans la bande de Gaza est encore plus dramatique. Exclue de la reprise des flux d'aide étrangère de 2007, la bande de Gaza traverse la crise humanitaire la plus grave qu'elle ait jamais connue. En 2006, 66 % des Gazaouis vivaient dans l'indigence absolue, soit 30 points de plus qu'en Cisjordanie. L'abandon des activités industrielles et la sous-utilisation des capacités à Gaza sont également alarmants. Fin 2007, *"95 % de la vie industrielle de Gaza était au point mort"* et le nombre de centres de production en activité est passé de 3 500 début 2005 à seulement 150, souligne la Cnuced.

"Les restrictions imposées à la liberté de circulation, auxquelles s'ajoute le renouvellement de la rétention des recettes douanières perçues par Israël au nom de l'Autorité palestinienne, ont aggravé une crise financière persistante", explique l'agence onusienne. Lorsqu'elles ne sont pas bloquées, ces recettes douanières représentent 60 à 70 % des recettes publiques : l'imprévisibilité de cette source de revenus rend donc quasiment impossible toute planification budgétaire.

L'élimination progressive des restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation est donc une condition indispensable au succès de la réforme de la politique budgétaire. Mais pour relancer l'économie des territoires palestiniens, la fin du blocage territorial, des restrictions de circulation, le démantèlement du mur israélien et l'augmentation de l'aide internationale ne pourraient suffire. *"Il est urgent de renforcer les capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne"*, préconise la Cnuced.

L'organisation onusienne estime ainsi que l'Autorité palestinienne connaîtrait une croissance sensiblement supérieure si elle disposait de moyens plus importants en matière budgétaire, commerciale, dans le domaine de

la politique du travail ou encore d'une monnaie nationale : l'ensemble des mesures proposées permettrait d'accroître le PIB de 24 % par rapport au niveau de référence prévu pour 2015 et déboucherait sur le plein-emploi en 2012. Actuellement, un responsable du ministère des finances de l'Autorité palestinienne *"dispose de moins d'instruments politiques qu'un maire au Canada ou en Suisse..."*, nous ne pouvons lui demander de restaurer l'économie avec de tels instruments" explique M. Elkhafif.



Sources Le Monde

Déconstruction d'une histoire mythique. Comment fut inventé le peuple juif

Les Juifs forment-ils un peuple ? A cette question ancienne, un historien israélien apporte une réponse nouvelle. Contrairement à l'idée reçue, la diaspora ne naquit pas de l'expulsion des Hébreux de Palestine, mais de conversions successives en Afrique du Nord, en Europe du Sud et au Proche-Orient. Voilà qui ébranle un des fondements de la pensée sioniste, celui qui voudrait que les Juifs soient les descendants du royaume de David et non — à Dieu ne plaise ! — les héritiers de guerriers berbères ou de cavaliers khazars.

Tout Israélien sait, sans l'ombre d'un doute, que le peuple juif existe depuis qu'il a reçu la Torah (1) dans le Sinaï, et qu'il en est le descendant direct et exclusif. Chacun se persuade que ce peuple, sorti d'Égypte, s'est fixé sur la « terre promise », où fut édifié le glorieux royaume de David et de Salomon, partagé ensuite en royaumes de Juda et d'Israël. De même, nul n'ignore qu'il a connu l'exil à deux reprises : après la destruction du premier temple, au VI^e siècle avant J.-C., puis à la suite de celle du second temple, en l'an 70 après J.C.

S'ensuivit pour lui une errance de près de deux mille ans : ses tribulations le menèrent au Yémen, au Maroc, en Espagne, en Allemagne, en Pologne et jusqu'au fin fond de la Russie, mais il parvint toujours à préserver les liens du sang entre ses communautés éloignées. Ainsi, son unicité ne fut pas altérée. A la fin du XIX^e siècle, les conditions mûrirent pour son retour dans l'antique patrie. Sans le génocide nazi, des millions de Juifs auraient naturellement repeuplé Eretz Israël (« la terre d'Israël ») puisqu'ils en rêvaient depuis vingt siècles.

Vierge, la Palestine attendait que son peuple originel vienne la faire reflourir. Car elle lui appartenait, et non à cette minorité arabe, dépourvue d'histoire, arrivée là par hasard. Justes étaient donc les guerres menées par le peuple errant pour reprendre possession de sa terre ; et criminelle l'opposition violente de la population locale.

D'où vient cette interprétation de l'histoire juive ? Elle est l'œuvre, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, de talentueux reconstruteurs du passé, dont l'imagination fertile a inventé, sur la base de morceaux de mémoire religieuse, juive et chrétienne, un enchaînement généalogique continu pour le peuple juif. L'abondante historiographie du judaïsme comporte, certes, une pluralité d'approches. Mais les polémiques en son sein n'ont jamais remis en cause les conceptions essentialistes élaborées principalement à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Lorsque apparaissaient des découvertes susceptibles de contredire l'image du passé linéaire, elles ne bénéficiaient quasiment d'aucun écho. L'impératif national, telle une mâchoire solidement refermée, bloquait toute espèce de contradiction et de déviation par rapport au récit dominant. Les instances spécifiques de production de la connaissance sur le passé juif — les départements exclusivement consacrés à l'« histoire du peuple juif », séparés des départements d'histoire (appelée en Israël « histoire générale ») — ont largement contribué à cette curieuse hémiplegie. Même le débat, de caractère juridique, sur « qui est juif ? » n'a pas préoccupé ces historiens : pour eux, est juif tout descendant du peuple contraint à l'exil il y a deux mille ans.

Ces chercheurs « autorisés » du passé ne participèrent pas non plus à la controverse des « nouveaux historiens », engagée à la fin des années 1980. La plupart des acteurs de ce débat public, en nombre limité, venaient d'autres disciplines ou bien d'horizons extra-universitaires : sociologues, orientalistes, linguistes, géographes, spécialistes en science politique, chercheurs en littérature, archéologues formulèrent des réflexions nouvelles sur le passé juif et sioniste. On comptait également dans leurs rangs des diplômés venus de l'étranger. Des « départements d'histoire juive » ne parvinrent, en revanche, que des échos craintifs et conservateurs, enrobés d'une rhétorique apologétique à base d'idées reçues.

Le judaïsme, religion prosélyte

Bref, en soixante ans, l'histoire nationale a très peu mûri, et elle n'évoluera vraisemblablement pas à brève échéance. Pourtant, les faits mis au jour par les recherches posent à tout historien honnête des questions surprenantes au premier abord, mais néanmoins fondamentales.

La Bible peut-elle être considérée comme un livre d'histoire ? Les premiers historiens juifs modernes, comme Isaak Markus Jost ou Leopold Zunz, dans la première moitié du XIX^e siècle, ne la percevaient pas ainsi : à leurs yeux, l'Ancien Testament se présentait comme un livre de théologie constitutif des communautés religieuses juives après la destruction du premier temple. Il a fallu attendre la seconde moitié du même siècle pour trouver des historiens, en premier lieu Heinrich Graetz, porteurs d'une vision « nationale » de la Bible : ils ont transformé le départ d'Abraham pour Canaan, la sortie d'Égypte ou encore le royaume unifié de David et Salomon en récits d'un passé authentiquement national. Les historiens sionistes n'ont cessé, depuis, de réitérer ces « vérités bibliques », devenues nourriture quotidienne de l'éducation nationale.

Mais voilà qu'au cours des années 1980 la terre tremble, ébranlant ces mythes fondateurs. Les découvertes de la « nouvelle archéologie » contredisent la possibilité d'un grand exode au XIII^e siècle avant notre ère. De même, Moïse n'a pas pu faire sortir les Hébreux d'Égypte et les conduire vers la « terre promise » pour la bonne raison qu'à l'époque celle-ci... était aux mains des Égyptiens. On ne trouve d'ailleurs aucune trace d'une révolte d'esclaves dans l'empire des pharaons, ni d'une conquête rapide du pays de Canaan par un élément étranger.

Il n'existe pas non plus de signe ou de souvenir du somptueux royaume de David et de Salomon. Les découvertes de la décennie écoulée montrent l'existence, à l'époque, de deux petits royaumes : Israël, le plus puissant, et Juda, la future Judée. Les habitants de cette dernière ne subirent pas non plus d'exil au VI^e siècle avant notre ère : seules ses élites politiques et intellectuelles durent s'installer à Babylone. De cette rencontre décisive avec les cultes perses naîtra le monothéisme juif.

L'exil de l'an 70 de notre ère a-t-il, lui, effectivement eu lieu ? Paradoxalement, cet « événement fondateur » dans l'histoire des Juifs, d'où la diaspora tire son origine, n'a pas donné lieu au moindre ouvrage de recherche. Et pour une raison bien prosaïque : les Romains n'ont jamais exilé de peuple sur tout le flanc oriental de la Méditerranée. A l'exception des prisonniers réduits en esclavage, les habitants de Judée continuèrent de vivre sur leurs terres, même après la destruction du second temple.

Une partie d'entre eux se convertit au christianisme au IV^e siècle, tandis que la grande majorité se rallia à l'islam lors de la conquête arabe au VII^e siècle. La plupart des penseurs sionistes n'en ignoraient rien : ainsi, Yitzhak Ben Zvi, futur président de l'Etat d'Israël, tout comme David Ben Gourion, fondateur de l'Etat, l'ont-ils écrit jusqu'en 1929, année de la grande révolte palestinienne. Tous deux mentionnent à plusieurs reprises le fait que les paysans de Palestine sont les descendants des habitants de l'antique Judée (2).

A défaut d'un exil depuis la Palestine romanisée, d'où viennent les nombreux Juifs qui peuplent le pourtour de la Méditerranée dès l'Antiquité ? Derrière le rideau de l'historiographie nationale se cache une étonnante réalité historique. De la révolte des Maccabées, au II^e siècle avant notre ère, à la révolte de Bar-Kokhba, au II^e siècle après J.-C., le judaïsme fut la première religion prosélyte. Les Asmonéens avaient déjà converti de force les Iduméens du sud de la Judée et les Ituréens de Galilée, annexés au « peuple d'Israël ». Partant de ce royaume judéo-hellénique, le judaïsme essaima dans tout le Proche-Orient et sur le pourtour méditerranéen. Au premier siècle de notre ère apparut, dans l'actuel Kurdistan, le royaume juif d'Adiabène, qui ne sera pas le dernier royaume à se « judaïser » : d'autres en feront autant par la suite.

Les écrits de Flavius Josèphe ne constituent pas le seul témoignage de l'ardeur prosélyte des Juifs. D'Horace à Sénèque, de Juvénal à Tacite, bien des écrivains latins en expriment la crainte. La Mishna et le Talmud (3) autorisent cette pratique de la conversion — même si, face à la pression montante du christianisme, les sages de la tradition talmudique exprimeront des réserves à son sujet.

La victoire de la religion de Jésus, au début du IV^e siècle, ne met pas fin à l'expansion du judaïsme, mais elle repousse le prosélytisme juif aux marges du monde culturel chrétien. Au Ve siècle apparaît ainsi, à l'emplacement de l'actuel Yémen, un royaume juif vigoureux du nom de Himyar, dont les descendants conserveront leur foi après la victoire de l'islam et jusqu'aux temps modernes. De même, les chroniqueurs arabes nous apprennent l'existence, au VII^e siècle, de tribus berbères judaïsées : face à la poussée arabe, qui atteint l'Afrique du Nord à la fin de ce même siècle, apparaît la figure légendaire de la reine juive Dihya el-Kahina, qui tenta de l'enrayer. Des Berbères judaïsés vont prendre part à la conquête de la péninsule Ibérique, et y poser les fondements de la symbiose particulière entre juifs et musulmans, caractéristique de la culture hispano-arabe.

La conversion de masse la plus significative survient entre la mer Noire et la mer Caspienne : elle concerne l'immense royaume khazar, au VIII^e siècle. L'expansion du judaïsme, du Caucase à l'Ukraine actuelle, engendre de multiples communautés, que les invasions mongoles du XIII^e siècle refoulent en nombre vers l'est de l'Europe. Là, avec les Juifs venus des régions slaves du Sud et des actuels territoires allemands, elles poseront les bases de la grande culture yiddish (4).

Ces récits des origines plurielles des Juifs figurent, de façon plus ou moins hésitante, dans l'historiographie sioniste jusque vers les années 1960 ; ils sont ensuite progressivement marginalisés avant de disparaître de la mémoire publique en Israël. Les conquérants de la cité de David, en 1967, se devaient d'être les descendants directs de son royaume mythique et non — à Dieu ne plaise ! — les héritiers de guerriers berbères ou de cavaliers khazars. Les Juifs font alors figure d'« ethnos » spécifique qui, après deux mille ans d'exil et d'errance, a fini par revenir à Jérusalem, sa capitale.

Les tenants de ce récit linéaire et indivisible ne mobilisent pas uniquement l'enseignement de l'histoire : ils convoquent également la biologie. Depuis les années 1970, en Israël, une succession de recherches « scientifiques » s'efforce de démontrer, par tous les moyens, la proximité génétique des Juifs du monde entier. La « recherche sur les origines des populations » représente désormais un champ légitimé et populaire de la biologie moléculaire, tandis que le chromosome Y mâle s'est offert une place d'honneur aux côtés d'une Clio juive (5) dans une quête effrénée de l'unicité d'origine du « peuple élu ».

Cette conception historique constitue la base de la politique identitaire de l'Etat d'Israël, et c'est bien là que le bât blesse ! Elle donne en effet lieu à une définition essentialiste et ethnocentriste du judaïsme, alimentant une ségrégation qui maintient à l'écart les Juifs des non-Juifs — Arabes comme immigrants russes ou travailleurs immigrés.

Israël, soixante ans après sa fondation, refuse de se concevoir comme une république existant pour ses citoyens. Près d'un quart d'entre eux ne sont pas considérés comme des Juifs et, selon l'esprit de ses lois, cet Etat n'est pas le leur. En revanche, Israël se présente toujours comme l'Etat des Juifs du monde entier, même s'il ne s'agit plus de réfugiés persécutés, mais de citoyens de plein droit vivant en pleine égalité dans les pays où ils résident. Autrement dit, une ethnocratie sans frontières justifie la sévère discrimination qu'elle pratique à l'encontre d'une partie de ses citoyens en invoquant le mythe de la nation éternelle, reconstituée pour se rassembler sur la « terre de ses ancêtres ».

Ecrire une histoire juive nouvelle, par-delà le prisme sioniste, n'est donc pas chose aisée. La lumière qui s'y brise se transforme en couleurs ethnocentristes appuyées. Or les Juifs ont toujours formé des communautés religieuses constituées, le plus souvent par conversion, dans diverses régions du monde : elles ne représentent donc pas un « ethnos » porteur d'une même origine unique et qui se serait déplacé au fil d'une errance de vingt siècles.

Le développement de toute historiographie comme, plus généralement, le processus de la modernité passent un temps, on le sait, par l'invention de la nation. Celle-ci occupa des millions d'êtres humains au XIX^e siècle et durant une partie du XX^e. La fin de ce dernier a vu ces rêves commencer à se briser. Des chercheurs, en nombre croissant, analysent, dissèquent et déconstruisent les grands récits nationaux, et notamment les mythes de l'origine commune chers aux chroniques du passé. Les cauchemars identitaires d'hier feront place, demain, à d'autres rêves d'identité. A l'instar de toute personnalité faite d'identités fluides et variées, l'histoire est, elle aussi, une identité en mouvement. **Shlomo Sand**

(1) Texte fondateur du judaïsme, la Torah — la racine hébraïque yara signifie enseigner — se compose des cinq premiers livres de la Bible, ou Pentateuque : Genèse, Exode, Lévitique, Nombres et Deutéronome.

(2) Cf. David Ben Gourion et Yitzhak Ben Zvi, « Eretz Israël » dans le passé et dans le présent (1918, en yiddish), Jérusalem, 1980 (en hébreu) et Ben Zvi, Notre population dans le pays (en hébreu), Varsovie, Comité exécutif de l'Union de la jeunesse et Fonds national juif, 1929.

(3) La Mishna, considérée comme le premier ouvrage de littérature rabbinique, a été achevée au II^e siècle de notre ère. Le Talmud synthétise l'ensemble des débats rabbiniques concernant la loi, les coutumes et l'histoire des Juifs. Il y a deux Talmud : celui de Palestine, écrit entre le III^e et le Ve siècle, et celui de Babylone, achevé à la fin du Ve siècle.

(4) Parlé par les Juifs d'Europe orientale, le yiddish est une langue slavo-allemande comprenant des mots issus de l'hébreu.

(5) Dans la mythologie grecque, Clio était la muse de l'Histoire.